

**DISCOURS DE M. SALEBAN OMAR,  
Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Environnement et de  
l'Amenagement du Territoire de la Republique de Djibouti**

Monsieur Le President, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous presenter brievement la situation geographique et socioeconomique de la Republique de Djibouti que j'ai l'honneur de presenter ici, dans l'esprit de mettre en exergue notre preoccupation profonde quant a l'adoption reflechie de mesures de riposte consequentes face aux changements climatiques.

Situee a l'entree de la mer rouge et sur le prolongement Est de la steppe soudano-sahelienne, La Republique de Djibouti doit sa survie depuis la nuit des temps a une tradition ancestrale de bonne gestion de ses ressources naturelles aussi bien marines que terrestres. Mais cela lui a toujours ete rendu difficile par le caractere trop agressif de son climat et la vulnerabilite de ses ecosystemes.

Mon pays dispose de series climatologiques vieilles de cent(100) ans et jamais les effets du changement climatique n'ont ete percus avec autant d'acuite que ces dix(10) dernieres annees. Les annees quatre vingt -dix(90) ont ete caracterisees par de fortes inondations et des secheresses prolongees entrainant une baisse et une salinisation importante des nappes phreatiques. Les changements climatiques n'ont pas epargne non plus les ressources marines.

Monsieur Le President, nous sommes convaincus que l'humanite doit, pour assurer son bien etre et les besoins des generations a venir, imperativement unir toutes ses forces afin de lutter contre les sources de degradation de son environnement et asseoir des bases solides du developpement durable. Fort de ce constat, mon pays est plus que jamais persuade depuis la rencontre de Rio que le developpement de toute societe reside dans une gestion raisonnee de son environnement.

Ainsi, La Republique de Djibouti s'attelle a mettre en place des capacites institutionnelles repondant a une bonne coordination des questions et actions environnementales. Parmi celles-ci, les changements climatiques constituent un de nos soucis majeurs.

Il va s'en dire que l'adoption de nouvelles mesures tenant compte de l'aspect environnemental du developpement durable impose le degagement de credits supplementaires . Cela pourrait consituer pour nous comme pour beaucoup d'autres pays a commencer par les pays les moins avances, un handicap serieux quant a la mise en place des capacites institutionnelles et a la formation des ressources humaines appropriees.

Monsieur Le President, Mesdames et Messieurs, mon pays comme beaucoup d'autres pays ici representes reconnait a leur juste valeur Le Protocole de

Kyoto et Le Plan d'Action de Buenos Aires. La mise en oeuvre de ces instruments est plus que jamais nécessaire et urgent. Cependant, cela ne doit pas faire oublier que les pays non Annexe I doivent mettre en oeuvre des politiques de redressement économique qui peuvent parfois s'avérer difficiles. C'est pourquoi, nous lançons du haut de ce podium un appel solennel aux pays Annexe 1 à faire un geste quant à l'accompagnement des efforts consentis par les pays en voie de développement.

Je vous remercie de votre aimable attention.